



HAL
open science

Quelle démocratie les Françaises et les Français veulent-ils ?

Frédéric Gonthier

► **To cite this version:**

Frédéric Gonthier. Quelle démocratie les Françaises et les Français veulent-ils ? : Note de synthèse sur les résultats français du module Compréhensions et évaluations de la démocratie de l'Enquête sociale européenne (ESS 10). Note de synthèse Progedo, Sciences Po Grenoble. 2024. halshs-04584682

HAL Id: halshs-04584682

<https://shs.hal.science/halshs-04584682>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

QUELLE DEMOCRATIE LES FRANÇAISES ET LES FRANÇAIS VEULENT-ILS ?

NOTE DE SYNTHÈSE SUR LES RÉSULTATS FRANÇAIS
DU MODULE COMPREHENSIONS ET EVALUATIONS DE
LA DEMOCRATIE DE L'ENQUETE SOCIALE EUROPEENNEE
(ESS10)

Frédéric GONTHIER

Professeur des Universités en science politique

Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS, Université Grenoble Alpes

Sciences Po
Grenoble 
L'OUVERTURE AUX MONDES

 Pacte
Laboratoire de sciences sociales

**PRO
GE
DO**

DATA
INFRASTRUCTURE



Le thème de la fatigue démocratique est devenu un lieu commun du discours médiatique en France. La hausse de l'abstention, la poussée de la défiance envers les institutions, le poids grandissant des intérêts économiques et financiers dans la décision politique, ou la remise en cause croissante des libertés publiques sont autant d'indicateurs d'une profonde crise de la représentation politique. Les commentateurs affirment souvent que cette crise conduirait à un rejet des valeurs démocratiques, voire à la montée en puissance d'une tendance autoritaire et anti-démocratique qui se lirait par exemple dans la progression électorale des partis de droite radicale. Autrement dit, les Françaises et les Français seraient prêts à renoncer à une démocratie qui ne fonctionnerait plus. Mais de quelle démocratie parle-t-on exactement ?

Les données de l'Enquête sociale européenne permettent de lever une partie des ambiguïtés qui accompagnent le thème de la fatigue démocratique. Cette note montre que contrairement à une idée reçue, les Françaises et les Français restent très attachés aux valeurs démocratiques. Ils ont même une conception extensive de la démocratie qui conjugue un soutien aux principes de l'état de droit et aux élections libres, l'affirmation de politiques sociales et redistributives, et une exigence de souveraineté populaire qui traduit la volonté d'être associé plus étroitement à la fabrique des choix publics. Ce consensus des Françaises et des Français les manières de « faire démocratie » laisse entrevoir des opportunités de réforme institutionnelle fondées sur la complémentarité entre démocratie représentative, démocratie sociale et démocratie directe.

UN FORT ATTACHEMENT À LA DÉMOCRATIE ET À SES COMPOSANTES LIBÉRALE, ÉLECTORALE, SOCIALE ET POPULAIRE

La dernière vague de l'Enquête Sociale Européenne (ESS10), conduite en France entre septembre et décembre 2021, comporte un module intitulé « Compréhensions et Evaluations de la démocratie ». Il réplique en partie un module réalisé sur le même thème en 2012 (Ferrín et Kriesi, 2016). Le questionnaire inclut notamment deux questions permettant d'apprécier l'importance que les Françaises et les Français accordent au fait de « vivre dans un pays gouverné démocratiquement », et l'attrait que pourrait avoir à leurs yeux un gouvernement autoritaire avec « un leader politique fort qui serait au-dessus des lois ». Comme on peut le voir sur la figure 1, l'attachement à la démocratie est très fort : près de 50 % des personnes enquêtées considèrent que vivre dans un pays gouverné démocratiquement est « extrêmement important » (note maximale de 10). L'alternative autoritaire séduit beaucoup moins : environ 13 % des répondants la trouvent acceptable (notes comprises entre 6 et 10), tandis qu'environ 50 % la jugent « pas du tout acceptable » (note de 0).

La vulgate médiatique présente habituellement la démocratie sous deux facettes : une facette libérale qui correspond au respect de l'état de droit et des libertés individuelles ; une facette représentative qui renvoie à l'élection comme mode de désignation des gouvernants. Cette présentation est trompeuse car elle réduit à l'élection l'exercice de la souveraineté populaire et de la participation politique. La démocratie est en fait un concept controversé qui recouvre des modes de gouvernance différents selon l'importance donnée à la représentation. Schématiquement, on peut les positionner sur un continuum opposant démocratie radicale et démocratie représentative. D'un côté, les approches qui relèvent de la démocratie radicale considèrent que la souveraineté populaire peut et doit s'exercer le plus directement possible, typiquement dans des assemblées citoyennes tirées au sort (Landemore, 2020). D'un autre côté, les approches plus conventionnelles voient dans les élections le seul mode de désignation légitime des gouvernants, et dans les partis politiques des instances incontournables de médiation des demandes populaires (Wolkenstein, 2024).

Entre ces deux pôles, d'autres approches plaident pour amender le modèle de la démocratie représentative par le biais de dispositifs participatifs impliquant tantôt davantage de délibération (dans le cadre par exemple des conférences citoyennes ou des assemblées délibératives), tantôt davantage de prises de décision par les citoyens eux-mêmes (dans le cadre par exemple des référendums ou des budgets participatifs). A cette pluralité des modes de gouvernance démocratique possibles, il faut ajouter que la démocratie est un produit historique qui a vu les simples droits politiques être complétés par une citoyenneté sociale garantissant aussi des droits sociaux et à la sécurité économique (Marshall, 1967).

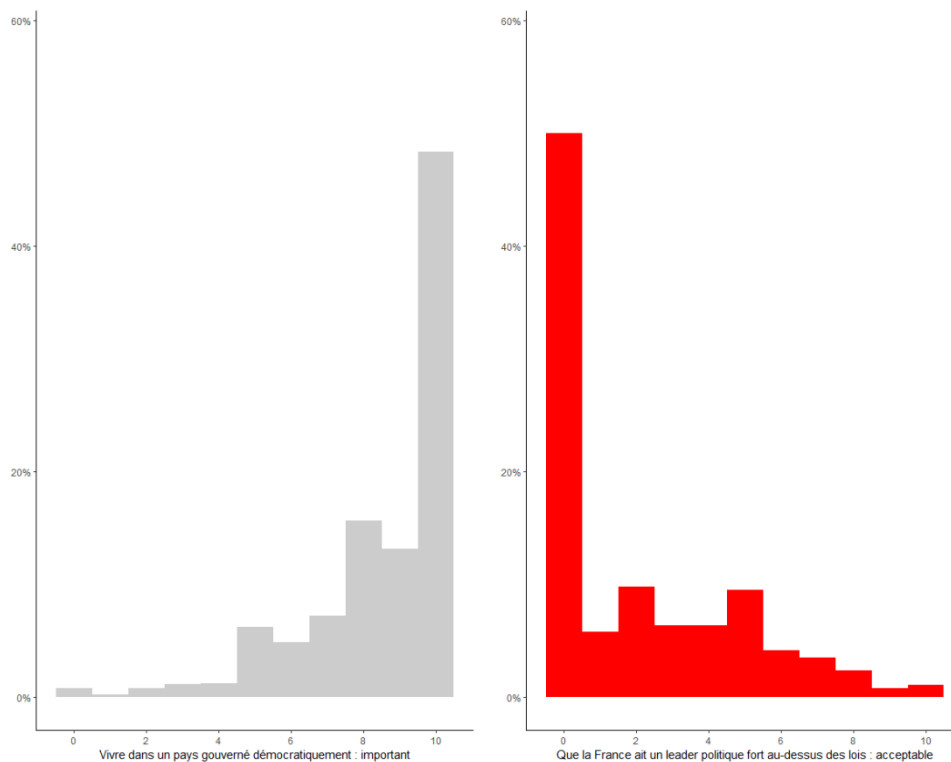


Figure 1 : Importance de vivre dans un pays démocratique et acceptabilité d'un leader fort (source : ESS10, édition 3.2 ; champ : France ; [doi: 10.21338/ess10e03_2](https://doi.org/10.21338/ess10e03_2))

L'ESS mesure trois grandes composantes de la démocratie. La composante libérale qui repose sur l'état de droit est saisie avec les deux items suivants : « les droits des minorités sont protégés » et « les tribunaux traitent tout le monde de la même manière ». Elle se prolonge dans une dimension représentative garantissant que le pouvoir est attribué par un vote populaire et que les citoyens ont accès à une information libre et diversifiée ; ce que l'ESS appréhende avec ces deux items : « les élections nationales sont libres et équitables » et « les médias sont libres de critiquer le gouvernement ». La composante sociale de la démocratie met davantage l'accent sur la capacité des gouvernants à assurer le bien-être individuel et collectif ; ce qui implique notamment que « le gouvernement protège tous les citoyens de la pauvreté » et que « le gouvernement prenne des mesures pour réduire les différences de revenus ». Enfin, la composante qu'on peut qualifier de populaire renvoie à la façon dont la souveraineté des gouvernés s'exerce et au degré auquel elle est prise en compte par les gouvernants supposés les représenter. Dans le questionnaire, la composante populaire est évaluée avec trois items : « les citoyens ont le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum sur ces questions », « les points de vue des gens en général l'emportent sur ceux de l'élite politique », « la volonté du peuple s'impose toujours ».

Pour chacun de ces neuf items, il était demandé aux personnes enquêtées à quel point elles les trouvent « important pour la démocratie en général » (sur une échelle allant de 0 pour « pas du tout important » à 10 pour « extrêmement important »), et à quel point elles trouvent qu'ils « s'appliquent à la France » (sur une échelle allant de 0 pour « ne s'applique pas du tout » à 10 pour « s'applique tout à fait »). La composante libérale et électorale est considérée comme un aspect essentiel de la démocratie par une majorité de Français (figure 2A). Les principes qui sous-tendent la démocratie sociale et la démocratie populaire sont eux aussi vus comme importants, voire très importants.

En revanche, les répondants sont nettement moins nombreux à considérer que ces principes s'appliquent très bien à la France aujourd'hui (figure 2B). La composante libérale et électorale est évaluée comme correspondant plutôt à la situation actuelle en France, avec une majorité de personnes qui se positionnent sur les notes supérieures ou égales à 5. C'est l'inverse pour la composante sociale et la composante populaire : les Français jugent majoritairement qu'elles ne s'appliquent pas bien en France. C'est notamment le cas pour les trois items mesurant la composante populaire : les notes inférieures ou égales à 4 rassemblent entre 58 à 64 % des enquêtés. Ces résultats indiquent la volonté des enquêtés

de faire davantage valoir leur souveraineté en étant impliqués dans la décision publique. Plus largement, ils indiquent que les Français ont une conception plutôt extensive de la démocratie, qui doit à leurs yeux combiner les composantes libérales, électorales, sociales et populaires. Cette conception extensive n'est d'ailleurs pas une spécificité nationale : l'essentiel des Européens partagent ces mêmes croyances démocratiques (Hernández, 2016).

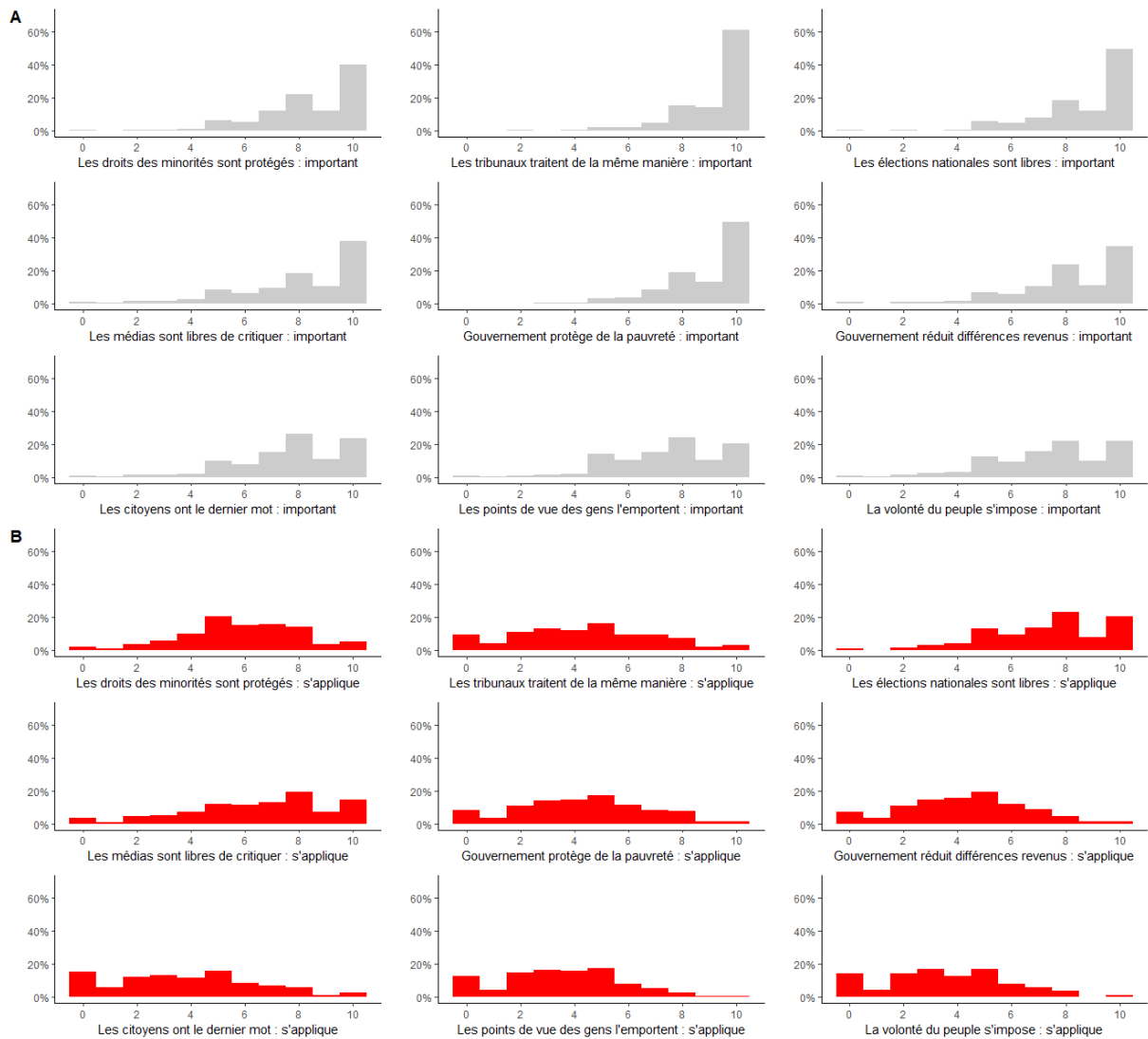


Figure 2 : Aspirations (A) et évaluations (B) des différentes composantes de la démocratie (source : ESS10, édition 3.2 ; champ : France ; doi: [10.21338/ess10e03_2](https://doi.org/10.21338/ess10e03_2))

UN SENTIMENT DE DEFICIT DEMOCRATIQUE TRÈS PRONONCÉ ET PLUS CLIVÉ POLITIQUEMENT QUE SOCIALEMENT

On peut se faire une idée plus précise du décalage entre les aspirations et les évaluations des Français, en soustrayant pour chacun item la note indiquant à quel point il s'applique (évaluation) à la note indiquant à quel point il est important (aspiration). On obtient ainsi une mesure de l'ampleur du déficit démocratique perçu (Hernández, 2019). Les notes positives signalent un déficit démocratique perçu : les aspirations surclassent les évaluations. Une note de 10 correspond par exemple à un déficit absolu, avec des aspirations maximales (10) et des évaluations minimales (0). Une note de 0 traduit un équilibre entre aspirations et évaluations. Les notes négatives indiquent un surplus démocratique : les évaluations sont plus fortes que les aspirations.

La figure 3 montre la moyenne par pays du degré de déficit démocratique perçu sur les composantes de la démocratie. Pour chaque composante, on a simplement additionné ici les déficits perçus sur les différents items, et divisé ensuite ce score par le nombre d'items pour retrouver une mesure allant de +10 à -10. A l'échelle européenne, c'est le sentiment de déficit démocratique qui domine : aucun pays ne présente de moyenne égale ou inférieure à 0 (équilibre ou surplus). Le sentiment de déficit démocratique est plus

important sur la composante sociale (moyenne globale de 3,6) et sur la composante populaire (3,4) que sur la composante libérale et électorale (2,3). La France (FR) n'est que légèrement au-dessus de la moyenne européenne sur ces trois dimensions. Les pays d'Europe de l'Est comme la Bulgarie (BG) ou la Hongrie (HR) sont ceux où les déficits démocratiques sont les plus marqués, tandis que les pays nordiques comme la Finlande (FI) ou la Norvège (NO) ceux où ils le sont le moins

On notera que la Suisse (CH) et l'Irlande (IE), où la démocratie directe et la démocratie délibérative sont particulièrement développées et intégrées à la démocratie représentative, s'approchent le plus d'une situation d'équilibre entre évaluations et aspirations sur la composante populaire. Il faut également souligner que si les composantes de la démocratie mesurées ici sont conceptuellement distinctes, leurs évaluations sont en pratique assez corrélées. En France, plus les enquêtés considèrent la démocratie libérale comme étant déficitaire, plus ils considèrent comme étant aussi déficitaires la démocratie sociale (coefficient de corrélation de 0,54) et la démocratie populaire (0,6). De même, plus le déficit perçu est fort sur la démocratie sociale, plus il l'est également sur la démocratie populaire (0,6).

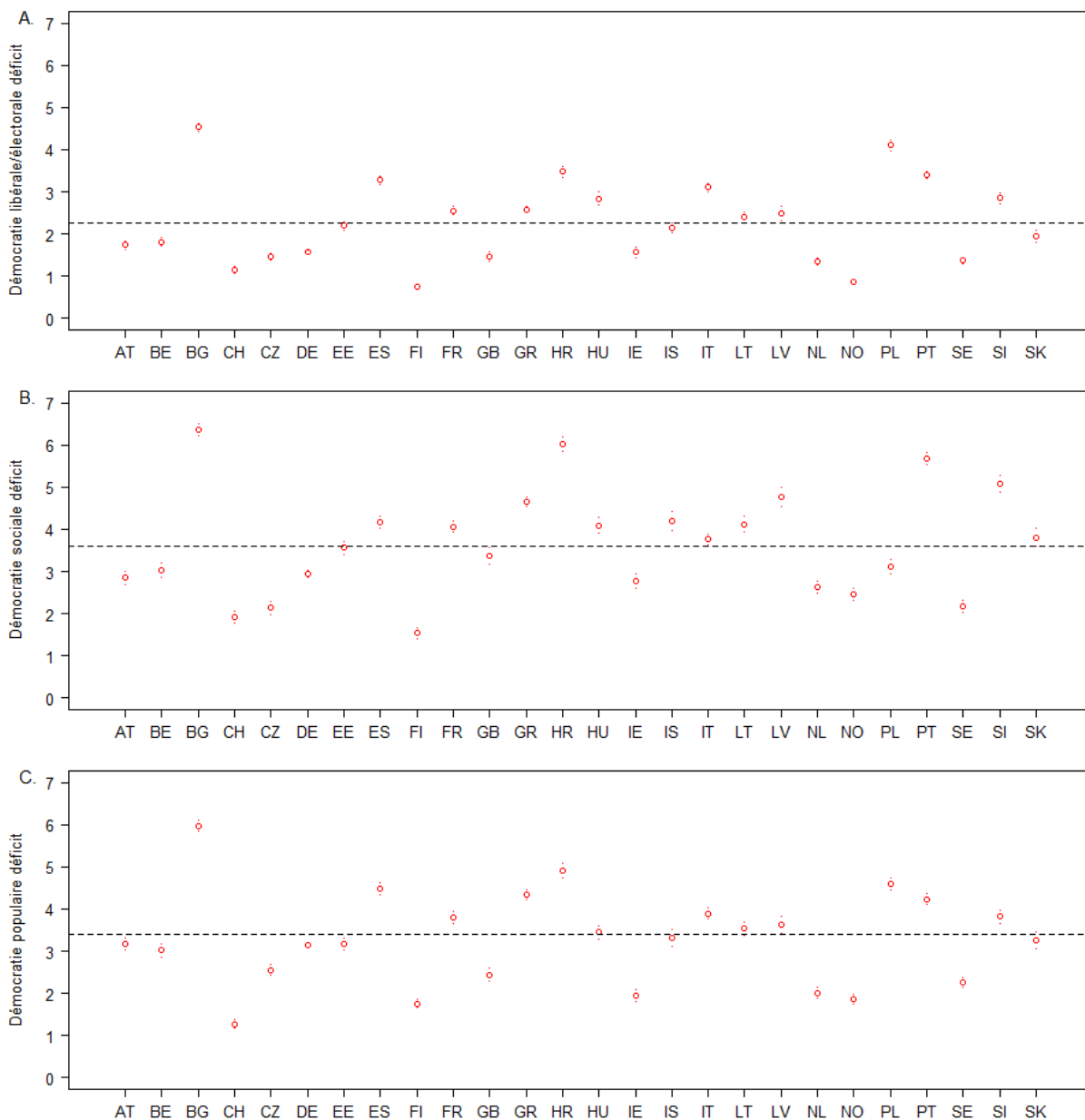


Figure 3 : Déficit perçu sur les différentes composantes de la démocratie, moyenne par pays avec intervalles de confiance à 95 % (source : ESS10, édition 3.2 ; champ : Europe ; [doi: 10.21338/ess10e03_2](https://doi.org/10.21338/ess10e03_2))

Dans quelle mesure ces sentiments de déficit démocratique sont-ils modulés par les caractéristiques sociales et politiques des répondants ? Pour répondre à cette question, trois régressions linéaires ont été conduites en incluant les mêmes variables explicatives : sexe, âge, nombre d'années d'études, revenus du ménage, situation professionnelle, positionnement politique, vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017,

et intérêt pour la politique. On a ajouté aux modèles les deux variables d'opinion examinées plus haut : l'importance de vivre dans un pays démocratique, et l'acceptabilité d'un leader fort. On a également introduit deux variables de contrôle : la satisfaction avec le gouvernement, pour tenir compte du fait qu'un biais partisan peut venir fausser l'appréciation des déficits démocratiques ; et le degré de confiance dans différentes institutions politiques (Assemblée nationale, justice, police, hommes et femmes politiques, partis politiques), dans la mesure où une confiance politique forte peut atténuer le sentiment de déficit démocratique.

Les résultats présentés dans la figure 4 mettent en évidence le caractère assez peu clivé sociologiquement des sentiments de déficit démocratique. Les femmes sont plus enclines à identifier un déficit démocratique sur la composante sociale (+0,16 points sur l'échelle allant de -10 à +10) ; ce qui traduit probablement la division genrée des sentiments moraux, conduisant ici à une survalorisation du « souci des autres » par les femmes. L'âge influe surtout sur la composante populaire, en réduisant le sentiment de déficit démocratique perçu (-0,13 points par année de vie). Le niveau d'éducation joue quant à lui sur la composante sociale, qu'on a d'autant moins tendance à trouver déficitaire qu'on a fait des études longues (-0,15 points par année d'études). Les effets des revenus et de la situation professionnelle sont plus limités.

Les valeurs politiques ont davantage d'impact. L'orientation gauche-droite influence notamment, « toutes choses égales par ailleurs », le déficit perçu sur la composante sociale. Comparativement aux personnes situées au centre (position 5 sur une échelle de 0 à 10), celles se situant modérément à droite (6 à 8) sont significativement moins enclines à trouver la dimension déficitaire (-0,29 points), et celles modérément à gauche (2 à 4) plus enclines à la trouver déficitaire (+0,19 points). Ce différentiel s'explique par le fait que les personnes de droite modérée ne considèrent pas la composante sociale comme importante, mais qu'elles la voient comme s'appliquant néanmoins en France. C'est l'inverse pour les personnes qui ne se situent pas sur l'échelle gauche-droite : elles ont tendance à considérer que la démocratie libérale (+0,44), la démocratie sociale (+0,41) et la démocratie populaire (+0,39) ne sont pas assez appliquées relativement à leurs aspirations. Distance à la politique et sentiment de déficit démocratique vont de pair.

A orientation politique constante, les préférences électorales s'avèrent être des prédicteurs solides des croyances démocratiques. Ainsi les personnes ayant voté pour les candidates et candidats de la gauche radicale ou de la gauche modérée ont-elles davantage tendance, comparativement à celles ayant voté La-Rem, à trouver défailtantes tout à la fois la démocratie libérale, la démocratie sociale et la démocratie populaire. Ce résultat peut venir du fait que les questions démocratiques sont plus volontiers associées aux partis de gauche qui les mettent davantage en avant (Adams, Bernardi et Wlezien, 2020). Quant aux électeurs du RN et de Debout La France, ils sont plus enclins à trouver que la souveraineté populaire s'applique moins qu'ils ne le souhaiteraient (+0,3) ; ce qui renvoie certainement à la saillance du thème de la démocratie directe dans les programmes des partis de droite radicale populiste (Gherghina, Pilet et Mitru, 2023). Les électeurs de droite radicale ressemblent ici aux abstentionnistes qui ont aussi tendance à trouver que la souveraineté populaire n'est pas assez reconnue en France (+0,27).

La figure 4 met également en lumière le lien entre déficit démocratique perçu, attachement à la démocratie et rejet de l'autoritarisme politique. Plus les enquêtés considèrent qu'il est important de vivre dans un pays démocratique, plus ils ont tendance à identifier un déficit démocratique, aussi bien sur la composante libérale (+0,24) que sur la composante sociale (+0,11) ou la composante populaire (+0,17). La relation s'inverse avec l'acceptation d'une solution autoritaire : plus on trouve un leader fort acceptable, moins on perçoit de déficit démocratique (de l'ordre de -0,12). Cette relation étant circulaire, on peut également dire que les personnes les plus promptes à percevoir des failles dans la démocratie ne sont pas pour autant les plus disposées à céder à la tentation autoritaire. Quant à la satisfaction vis-à-vis du gouvernement et la confiance politique, elles vont dans le sens attendu en amortissant les sentiments de déficit démocratique.

La satisfaction à l'égard de la démocratie est souvent associée à ses performances macroéconomiques. L'influence conjointe des caractéristiques politiques des personnes enquêtées et de leur degré d'attachement à un gouvernement démocratique rappellent ici que le rapport à la démocratie ne répond pas uniquement à des motivations instrumentales. Le sentiment de déficit démocratique s'ancre dans des logiques symboliques et morales, qui renvoient vers des modèles de gouvernance désirables et vers la façon dont ces modèles sont cadrés par les partis politiques.

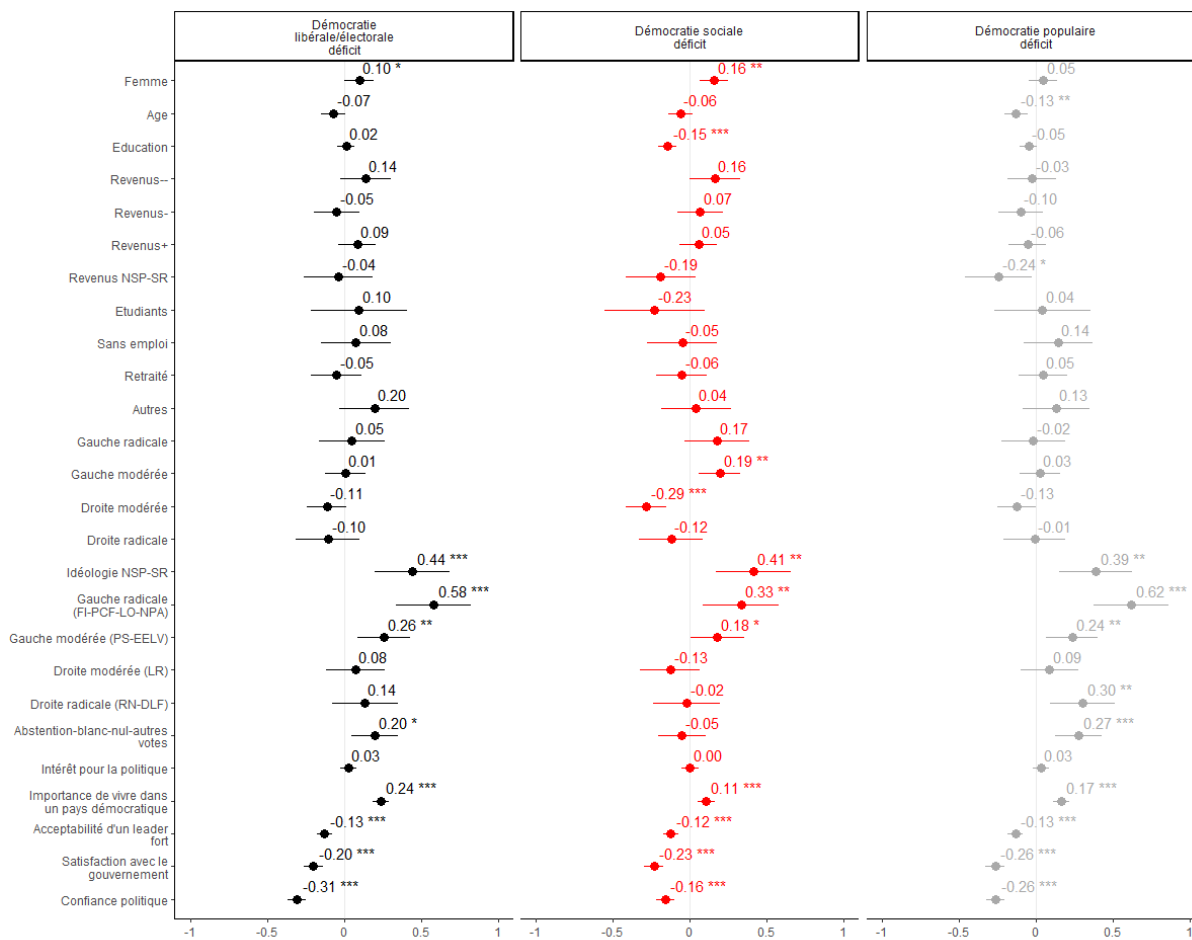


Figure 4 : Déterminants sociaux et politiques du déficit perçu sur les différentes composantes de la démocratie - régressions linéaires ; les coefficients sont standardisés ; les astérisques indiquent la significativité pour des valeurs p inférieures à 0,05 (*), 0,01 (**) et 0,001 (***) (source : ESS10, édition 3.2 ; champ : France ; doi: 10.21338/ess10e03 2)

Pour autant, si elles divergent politiquement quant à l'ampleur des déficits démocratiques perçus, les personnes enquêtées se rejoignent sur un point : pour la plupart d'entre elles, les dimensions libérales, représentatives, sociales et populaires sont des caractéristiques essentielles de la démocratie. Alors que le débat public présente parfois ces dimensions comme incompatibles, elles font en réalité partie intégrante des croyances démocratiques des Français. Les spécialistes des réformes institutionnelles et des innovations démocratiques s'accordent à penser que les démocraties représentatives peuvent être revitalisées par une meilleure intégration des mécanismes de démocratie directe et de démocratie délibérative (Blondiaux, 2021). Les croyances démocratiques des Français font déjà largement système, en combinant attachement à l'état de droit, soutien à une action publique redistributive, et primat de la souveraineté populaire.

Références

- ADAMS J., BERNARDI L., WLEZIAN C., 2020, « Social Welfare Policy Outputs and Governing Parties' Left-Right Images: Do Voters Respond? », *The Journal of Politics*, 82, 3, p. 1161-1165.
- BLONDIAUX L., 2021, « De la démocratie en France », *Esprit*, Avril, 4, p. 87-99.
- FERRÍN, M., KRISI, H. (dirs.), 2016, *How Europeans view and evaluate democracy*, New York, NY, Oxford University Press (Comparative politics).
- GHERGHINA S., PILET J.-B., MITRU B., 2023, « Big ideas, little detail: how populist parties talk about referendums in Europe », *Contemporary Politics*, p. 1-19.
- HERNÁNDEZ E., 2016, « Europeans' Views of Democracy. The Core Elements of Democracy », dans FERRÍN M., KRISI H. (dirs.), *How Europeans view and evaluate democracy*, New York, NY, Oxford University Press, p. 43-63.
- HERNÁNDEZ E., 2019, « Democracy belief systems in Europe: cognitive availability and attitudinal constraint », *European Political Science Review*, p. 1-18.
- LANDEMORE H., 2020, *Open democracy: reinventing popular rule for the twenty-first century*, Princeton, Princeton University Press.
- MARSHALL T.H., 1967, *Social Policy in the Twentieth Century*, London, Hutchinson.
- WOLKENSTEIN F., 2024, « Should Traditional Representative Institutions be Abolished? A Critical Comment on Hélène Landemore's Open Democracy », *Res Publica*, 30, 1, p. 161-170.

À propos de l'ESS

L'enquête sociale européenne (ESS) est une enquête transnationale fondée en 2001 par des universitaires. Depuis cette date, elle est menée tous les deux ans. A ce jour, 40 pays ont participé à l'enquête. Ses trois objectifs sont les suivants : premièrement de produire des indicateurs permettant d'analyser l'évolution des attitudes et des valeurs des personnes résidant en Europe, et ainsi d'étudier les évolutions de ces indicateurs en fonction des mutations des institutions européennes ; deuxièmement, faire progresser et consolider les méthodologies des enquêtes transnationales en Europe et au-delà. L'enquête implique un échantillonnage aléatoire strict et des protocoles de traduction rigoureux, permettant une comparabilité entre les pays de l'enquête.

Cette 10^e vague de l'ESS a eu lieu dans 31 pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, l'Estonie, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hollande, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Tchéquie, la Macédoine du Nord, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Elle comprend une série de questions systématiquement posées, ainsi que deux modules développés pour cette dixième vague. Il s'agit d'un module portant les contacts sociaux numériques au travail et dans la vie de famille, et d'un module portant sur la compréhension et de l'évaluation de la démocratie. Ce dernier module est une reprise partielle d'un module rotatif de la vague 6.

La collecte des données de l'ESS est historiquement basée sur un entretien d'une heure réalisé en face à face. En raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 lors de la dixième vague, 9 pays ont opté pour une approche d'auto-complétions (web et papier), tandis que 22 pays ont utilisé l'approche habituelle, le face-à-face. En outre, les pays qui ont opté pour l'approche habituelle ont pu utiliser des entretiens vidéo pour remplacer les entretiens en personne. La prudence est de mise lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons entre les pays qui ont utilisé l'approche en face à face et l'approche par auto-complétion lors de la série 10 de l'ESS, et lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons de séries chronologiques dans un pays qui a utilisé l'approche par auto-complétion lors de la série 10.

Du fait de la pandémie, la collecte des entretiens de la vague 10 a été réalisée sur une période plus longue qu'habituellement. Le premier pays a commencé le travail sur le terrain en septembre 2020 et les derniers pays ont terminé le travail sur le terrain en août 2022. La pandémie peut avoir entraîné des changements d'attitude et de comportement ; par conséquent, le calendrier du travail sur le terrain peut être particulièrement important pour ce cycle. Les utilisateurs sont encouragés à examiner les dates de travail sur le terrain pour les pays et à en tenir compte lorsqu'ils effectuent des analyses entre les pays participant à cette 10^{ème} vague, ou lorsqu'ils comparent les résultats avec les vagues précédentes. Les questions répétées couvrent :

- l'usage des médias
- la politique et l'idéologie
- la confiance dans les institutions
- l'immigration
- la vie familiale et le mariage
- la pratique religieuse
- les valeurs

En France, l'enquête est coordonnée par Sciences Po, Kantar est l'institut de sondage ayant réalisé les entretiens. Les résultats sont basés sur 1977 réalisés en face à face entre Août et Décembre 2021. Elle est financée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Progedo soutient la réalisation de cette enquête pluridisciplinaire d'intérêt national, pour garantir aux chercheurs français l'accès à des données fiables et de qualité.

